

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur à partir de l'année académique 2022-2023.

Art. 5. Le Ministre flamand compétent pour l'enseignement et la formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 mai 2022.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

Le Ministre flamand de l'Enseignement, des Sports, du Bien-être des Animaux et du Vlaamse Rand,

B. WEYTS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2022/41647]

14 JUILLET 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 juillet 2019 relatif aux institutions publiques de protection de la jeunesse

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 juillet 2019 relatif aux institutions publiques de protection de la jeunesse, les articles 9, 12 et 13 ;

Vu le « test genre » établi le 11/03/22 conformément à l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 mars 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 31 mars 2022 ;

Vu l'avis n° 27 du Conseil communautaire de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, donné le 7 juin 2022 ;

Vu les avis du 4 avril 2022 de l'Organe de concertation intra-francophone, conformément à l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 4 juillet 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973

Considérant que l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 juillet 2019 relatif aux institutions publiques de protection de la jeunesse (ci-après « l'arrêté du 3 juillet 2019 ») est entré en vigueur le 15 juillet 2019 à l'exception de certaines dispositions pour lesquelles l'entrée en vigueur a été postposée ;

Considérant que la nouvelle organisation des institutions publiques, qui limite les prises en charge aux trois types de prise en charge suivants : l'évaluation et orientation, l'éducation et l'intermède, est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2022 ;

Considérant que l'unité d'évaluation et orientation est visée à l'article 10 de l'arrêté du 3 juillet 2019 ;

Considérant que l'unité éducation est visée à l'article 11 de l'arrêté du 3 juillet 2019 ;

Considérant que l'unité intermède est visée à l'article 12 de l'arrêté du 3 juillet 2019 ;

Considérant que dans le cadre de l'implémentation de cette nouvelle organisation, des modifications ont été apportées aux types de prises en charge des institutions publiques ;

Considérant qu'en effet, les unités d'évaluation et d'orientation de l'institution publique de Saint-Hubert ne prennent pas en charge les jeunes qui font l'objet d'un placement en régime ouvert ;

Considérant qu'une unité d'évaluation et d'orientation, à régime ouvert, pour garçons est créée au sein de l'institution publique de Wauthier-Braine en lieu et place d'une unité d'éducation intra-muros à régime ouvert ;

Considérant que l'institution publique de Braine-le-Château n'organise pas de prise en charge en Intermède ;

Considérant qu'une unité d'éducation en régime fermé y est ainsi créée en lieu et place de l'unité d'intermède en régime fermé initialement prévue ;

Considérant qu'il n'existe dès lors pas de prise en charge en intermède en régime fermé ;

Considérant que des modifications ont également été apportées à la répartition des capacités de prise en charge des institutions publiques ;

Considérant qu'il a été décidé de distinguer les prises en charge en évaluation et en orientation de l'institution publique de Saint-Servais selon qu'elles se fassent en régime ouvert ou en régime fermé ;

Considérant que, par conséquent, la capacité du service d'évaluation et d'orientation à régime ouvert est fixée à huit prises en charge, qu'une place en évaluation et orientation en régime fermé est prévue dans le service éducation en régime fermé et que les places dédiées en éducation en régime fermé ont quant à elles été ramenées à trois (au lieu de quatre) et une place d'urgence ;

Considérant que l'unité d'éducation à régime fermé de l'institution publique de Fraipont ne dispose pas d'une place d'urgence ;

Considérant qu'il convient d'actualiser le tableau des types et capacités de prises en charge dans les institutions publiques renseigné à l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement du 3 juillet 2019 au regard de ces modifications ;

Considérant que la prise en charge en Intermède vise à favoriser la continuité des prises en charge au bénéfice des jeunes hébergés par une institution publique ou par un service agréé ou des jeunes accompagnés par un service public ou par un service agréé ;

Considérant en effet qu'Intermède vise une prise en charge temporaire du jeune, son retour dans son milieu de vie initial et un soutien aux équipes professionnelles qui en assurent la prise en charge initiale ;

Considérant dès lors que toute prise en charge en intermède est conditionnée par le maintien de l'intervention du service d'origine à l'égard du jeune, cette prise en charge étant ponctuée par le retour du jeune dans ce service ;

Considérant que l'accès à la prise en charge en intermède est actuellement limité aux seuls jeunes qui adoptent un « comportement violent » ;

Considérant que la prise en charge en intermède est également adéquate pour un jeune qui adopte un comportement qui ne relève pas nécessairement d'un acte de violence et qui pourrait consister dans le non-respect par le jeune des conditions qui lui ont été posées ;

Considérant que dans ces situations, ces jeunes compromettent leur prise en charge à un point tel que l'exclusion définitive du service concerné représente souvent la seule solution ;

Considérant qu'il convient d'ouvrir également la prise en charge en intermède à ces jeunes, en vue de répondre à leurs besoins et de leur assurer une prise en charge stable et sécurisante ;

Considérant qu'il convient ainsi de conditionner l'accès à cette prise en charge au jeune qui, poursuivi du chef d'un fait qualifié infraction, compromet la continuité de la prise en charge en cours mais également au jeune qui ne respecte pas les conditions et les objectifs qui lui ont été fixés par le tribunal de la jeunesse de sorte que la continuité de sa prise en charge est compromise ;

Considérant que les places créées en unité d'évaluation et orientation sont accessibles depuis le 17 janvier 2022, les dispositions du présent arrêté produisent leur effet à partir de cette même date et ce, afin d'assurer la sécurité juridique des décisions prises dans l'intervalle ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Aide à la jeunesse ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 juillet 2019 relatif aux institutions publiques de protection de la jeunesse, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « , tant en régime ouvert qu'en régime fermé » sont abrogés ;

2° les points 1° et 2° sont complétés par les mots « , tant en régime ouvert qu'en régime fermé » ;

3° le point 3° est complété par les mots « , en régime ouvert ».

Art. 2. L'article 12 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art.12. Un jeune hébergé par une institution publique ou par un service agréé ou accompagné par un service public mis en place en vertu de l'article 120, alinéa 1^{er}, 1°, du décret ou par un service agréé peut être placé en unité d'intermède, pour une durée de quinze jours, renouvelable une fois, si au moins l'une des conditions suivantes est remplie :

1° le jeune est poursuivi du chef d'un fait qualifié infraction qui compromet la continuité de la prise en charge en cours ;

2° le comportement du jeune ne respecte pas les conditions et les objectifs fixés par le tribunal de la jeunesse de sorte que la continuité de la prise en charge en cours est compromise.

Le placement en unité d'intermède doit viser à favoriser le maintien des liens avec les membres du personnel du service concerné. ».

Art. 3. Le tableau repris à l'article 13, § 1^{er}, du même arrêté est remplacé par le tableau suivant :

Type de PEC G = garçons F = filles	Institution publique de protection de la jeunesse – Offre de PEC						
	Braine-le-Château	Fraipont	Jumet	Saint-Hubert	Saint-Servais	Wauthier-Braine	Total par type de PEC
Evaluation et orientation - ouvert					8 F	10 G	18
Evaluation et orientation - fermé				30 G (+3)	1 F		31 (+3)
Education intra-muros - ouvert		36 G			24 F	22 G	82
Education extra-muros - ouvert		10 G	22 G				32
Education - fermé	40 G (+3)	10 G			3 F (+1)	10 G	63 (+4)
Intermède - ouvert					2 F	10 G	12
Total par institution publique	40 (+3)	56	22	30 (+3)	38 F (+1)	52	238 (+7)

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le dixième jour qui suit sa publication au *Moniteur belge* à l'exception de l'article 3 qui produit ses effets le 17 janvier 2022.

Art. 5. La Ministre ayant l'Aide à la Jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 14 juillet 2022.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/41647]

14 JULI 2022. — Besluit van de regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 3 juli 2019 betreffende de openbare instellingen voor jeugdbescherming

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 3 juli 2019 betreffende de openbare instellingen voor jeugdbescherming, artikelen 9, 12 en 13;

Gelet op de "gendertest", uitgevoerd op 11/03/22 overeenkomstig artikel 4, lid 2, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, uitgebracht op 16 maart 2022;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting, gegeven op 31 maart 2022;

Gelet op het advies nr. 27 van de Gemeenschapsraad voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming van 7 juni 2022;

Gelet op de adviezen van 4 april 2022 van de intra-Franstalig overleginstantie, overeenkomstig het kaderakkoord voor samenwerking van 27 februari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie met betrekking tot het intra-Franstalig overleg op het gebied van gezondheid en bijstand aan personen en de gemeenschappelijke beginselen die op deze aangelegenheden van toepassing zijn;

Gelet op het verzoek om advies binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 4 juli 2022, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet binnen deze termijn is meegedeeld;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 3 juli 2019 betreffende de openbare instellingen voor jeugdbescherming (hierna "het besluit van 3 juli 2019") in werking is getreden op 15 juli 2019, met uitzondering van een aantal bepalingen waarvan de inwerkingtreding is uitgesteld;

Overwegende dat de nieuwe organisatie van de openbare instellingen, die de zorg beperkt tot de volgende drie soorten zorg: evaluatie en begeleiding, onderwijs en tussenperiode, op 1 januari 2022 in werking is getreden;

Overwegende dat de evaluatie- en oriëntatie-eenheid wordt bedoeld in artikel 10 van het besluit van 3 juli 2019;

Overwegende dat de onderwijseenheid wordt bedoeld in artikel 11 van het besluit van 3 juli 2019;

Overwegende dat de instantie voor de tussenperiode genoemd wordt in artikel 12 van het besluit van 3 juli 2019;

Overwegende dat in het kader van de invoering van deze nieuwe organisatie wijzigingen zijn aangebracht in de soorten zorg die door openbare instellingen worden verstrekt;

Overwegende dat de evaluatie- en oriëntatie-eenheden van de openbare instelling van Saint-Hubert zich inderdaad niet jongeren opvangt die in een open stelsel zijn geplaatst;

Overwegende dat binnen de openbare instelling van Wauthier-Braine een evaluatie- en oriëntatie-eenheid, met open stelsel, voor jongens wordt opgericht ter vervanging van een intramurale opvoedingseenheid met open stelsel;

Overwegende dat de openbare instelling van Braine-le-Château geen zorg organiseert in de tussenperiode;

Overwegende dat aldus een onderwijseenheid met gesloten stelsel wordt opgericht in de plaats van de aanvankelijk geplande eenheid voor de tussenperiode met gesloten stelsel;

Overwegende dat er in een gesloten stelsel dus geen sprake is van zorg voor de tussenperiode;

Overwegende dat er ook wijzigingen zijn aangebracht in de verdeling van de zorgcapaciteiten van de openbare instellingen

Overwegende dat besloten is de evaluatiezorgverlening en de oriëntatiezorgverlening van de openbare instelling van Saint-Servais te onderscheiden naargelang zij onder het open dan wel gesloten stelsel vallen;

Overwegende dat als gevolg daarvan de capaciteit van de dienst voor evaluatie en oriëntatie in open stelsel op acht gevallen is vastgesteld, dat in de dienst opvoeding in gesloten stelsel in één plaats is voorzien voor evaluatie en oriëntatie in gesloten stelsel, en dat de specifieke plaatsen voor opvoeding in gesloten stelsel teruggebracht zijn tot drie (in plaats van vier) en één plaats voor spoedgevallen;

Overwegende dat de onderwijseenheid met gesloten stelsel van de openbare instelling van Fraipont niet over een noodvoorziening beschikt;

Overwegende dat de in artikel 13 van het regeringsbesluit van 3 juli 2019 opgenomen tabel van types zorg en zorgcapaciteiten in de openbare instellingen in het licht van deze wijzigingen moet worden geactualiseerd;

Overwegende dat de zorg in de tussenperiode tot doel heeft de continuïteit van de zorg te bevorderen ten behoeve van jongeren die worden opgevangen door een openbare instelling of een erkende dienst, of van jongeren die door een openbare dienst of een erkende dienst worden begeleid;

Overwegende dat de tussenperiode tot doel heeft tijdelijke zorg te verlenen aan de jongere, zijn terugkeer naar zijn oorspronkelijke leefomgeving en ondersteuning van de professionele teams die de oorspronkelijke zorg verlenen;

Overwegende dus dat alle zorgverlening in de tussenperiode afhankelijk is van de voortzetting van de zorgverlening aan de jongere door de oorspronkelijke dienst, en dat deze zorg wordt punctueel voortgezet door de terugkeer van de jongere naar deze dienst;

Overwegende dat de toegang tot tussenperiodezorgverlening momenteel beperkt is tot jongeren die zich schuldig maken aan „gewelddadig gedrag“;

Overwegende dat tijdelijke zorg ook passend is voor een jongere die zich schuldig maakt aan gedrag dat niet noodzakelijk gewelddadig is en dat kan bestaan in het niet naleven door de jongere van de voorwaarden die voor hem zijn vastgesteld;

Overwegende dat deze jongeren in deze situaties hun verzorging zozeer in gevaar brengen dat permanente uitsluiting van de betrokken dienst vaak de enige oplossing is;

Overwegende dat het passend is ook voor deze jongeren tijdelijke zorg open te stellen, teneinde in hun behoeften te voorzien en hun stabiele en geruststellende zorg te bieden;

Overwegende dat de toegang tot deze zorg afhankelijk moet worden gesteld van de jongere die, wanneer hij voor een strafbaar feit wordt vervolgd, de continuïteit van de lopende zorg in gevaar brengt, maar ook van de jongere die zich niet houdt aan de voorwaarden en doelstellingen die de jeugdrechter voor hem heeft vastgesteld, zodat de continuïteit van zijn zorg in gevaar komt;

Overwegende dat de in de evaluatie- en oriëntatie-eenheid opgerichte plaatsen toegankelijk zijn sinds 17 januari 2022, hebben de bepalingen van dit besluit met ingang van diezelfde datum uitwerking, teneinde de rechtszekerheid van de in de tussentijd genomen beslissingen te waarborgen;

Op de voordracht van de minister van Hulpverlening aan de Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 9 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 3 juli 2019 betreffende de openbare instellingen voor jeugdbescherming worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden „, zowel in open als in gesloten stelsel“ worden geschrapt;

2° de punten 1° en 2° worden aangevuld met de woorden „, zowel in open als in gesloten stelsel“;

3° punt 3° wordt aangevuld met de woorden „, in open stelsel“.

Art. 2. Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt vervangen door hetgeen volgt:

„Art. 12. Een jongere die wordt geherbergd door een openbare instelling of door een erkende dienst of die wordt begeleid door een overeenkomstig artikel 120, eerste lid, 1°, van het decreet opgerichte openbare dienst of door een erkende dienst, kan in een tussenperiode-eenheid worden geplaatst voor een periode van vijftien dagen, die eenmaal kan worden verlengd, indien ten minste één van de volgende voorwaarden is vervuld:

1° de jongere wordt vervolgd voor een strafbaar feit dat de continuïteit van de lopende zorg in gevaar brengt;

2° het gedrag van de jongere voldoet niet aan de door de jeugdrechter gestelde voorwaarden en doelstellingen, zodat de continuïteit van de lopende zorg in gevaar komt.

De plaatsing in een tussenperiode-eenheid moet erop gericht zijn de banden met de personeelsleden van de betrokken dienst in stand te houden“.

Art. 3. De tabel van artikel 13, § 1, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende tabel:

	Openbare instelling voor jeugdbescherming –PEC aanbod						
PEC Type J = jongen M = meisje	Braine-le- Château	Fraipont	Jumet	Saint- Hubert	Saint- Servais	Wauthier- Braine	Totaal per PEC type
Evaluatie en oriëntatie - open					8 M	10 J	18
Evaluatie en oriëntatie - gesloten				30 J (+3)	1 M		31 (+3)
Intra-muros opvoeding - open		36 J			24 M	22 J	82
Extra-muros opvoeding- open		10 J	22 J				32
Opvoeding - gesloten	40 J (+3)	10 J			3 M (+1)	10 J	63 (+4)
Tussenpe- riode - open					2 M	10 J	12
Totaal per openbare instelling	40 (+3)	56	22	30 (+3)	38 M (+1)	52	238 (+7)

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op de tiende dag volgend op die van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van artikel 3 dat uitwerking heeft met ingang van 17 januari 2022.

Art. 5. De minister bevoegd voor de hulpverlening aan de jeugd is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 14 juli 2022.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie,
Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2022/15324]

6 JULI 2022. — Ordonnantie houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheerswijze van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen, hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van deze ordonnantie wordt verstaan onder:

1° parkeerplaats: ruimte op de openbare weg die bestemd is om een voertuig te parkeren;

2° gereglementeerde zone: deel van het grondgebied van het Gewest bestaande uit parkeerplaatsen op de openbare weg en waarvan het gebruik gereglementeerd is volgens de categorie waartoe het behoort;

3° vrijstellingskaart: individuele vergunning uitgereikt aan bijzondere categorieën gebruikers van parkeerplaatsen;

4° openbare parking: elke parking die voor het publiek toegankelijk is en voldoet aan de door de Regering krachtens artikel 4 vastgelegde voorwaarden, ongeacht of dit een parking is die toebehoort aan het Gewest of aan gelijk welke andere privaatrechtelijke of publiekrechtelijke rechtspersoon;

5° dynamisch parkeergeleidingssysteem: informatie- en geleidingsstelsel betreffende de vrije parkeerplaatsen in openbare parkings;

6° Parkeeragentschap: Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals bepaald in hoofdstuk 7;

7° controle: de controle op de naleving van het gereglementeerd parkeren op de openbare weg;

8° parkeerretributie: de financiële tegenprestatie voor de terbeschikkingstelling van een parkeerplaats zoals vastgelegd krachtens deze ordonnantie, haar uitvoeringsbesluiten alsmede de gemeentelijke aanvullende parkeerretributiereglementen;

9° inning: de ontvangst van parkeerretributies;

10° deelvoertuig: het voertuig van een door de Regering erkende of toegelaten dienst.

HOOFDSTUK 2. — Uitdagingen en middelen

Art. 3. Het parkeerbeleid draagt bij tot het mobiliteitsbeleid door het parkeren aan te wenden als actiehefboom met betrekking tot de mobiliteitskeuzes, als instrument voor het opwaarderen van de openbare ruimte, als schakel in intermodale verplaatsingsketens en als dienst die wordt verleend aan de gebruikers.

Het parkeerbeleid laat toe het parkeren op de gewest- en gemeentewegen op een doeltreffende, coherente, evenwichtige en overlegde manier te organiseren.

Het parkeerbeleid richt zich in de eerste plaats op:

1° de coördinatie van het parkeeraanbod op en buiten de wegen;

2° de vastlegging van gereglementeerde of gereserveerde zones op de openbare weg en de tarifiering ervan voor alle soorten voertuigen;

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2022/15324]

6 JUILLET 2022. — Ordonnance portant organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du Stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Des dispositions générales

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application de la présente ordonnance, on entend par :

1° emplacement de stationnement : espace situé sur la voirie publique et destiné au stationnement d'un véhicule ;

2° zone réglementée : partie du territoire de la Région composée d'emplacements de stationnement situés sur la voirie publique et dont l'utilisation est réglementée selon la catégorie dont elle relève ;

3° carte de dérogation : autorisation individuelle délivrée à des catégories particulières d'utilisateurs d'emplacements de stationnement ;

4° parking public : tout parking accessible au public et répondant aux conditions déterminées par le Gouvernement en application de l'article 4, qu'il s'agisse d'un parking appartenant à la Région ou à toute autre personne morale de droit public ou de droit privé ;

5° jalonnement dynamique : système d'information et de guidage relatif aux emplacements de stationnement disponibles dans les parkings publics ;

6° Agence du stationnement : l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que définie dans le chapitre 7 ;

7° contrôle : le contrôle du respect du stationnement réglementé sur la voirie publique ;

8° redevance de stationnement : la contrepartie financière pour la mise à disposition d'un emplacement de stationnement établie en vertu de la présente ordonnance, de ses arrêtés d'exécution ainsi que des règlements communaux complémentaires sur les redevances de stationnement ;

9° perception : la réception des redevances de stationnement ;

10° véhicule partagé : le véhicule dépendant d'un service agréé ou autorisé par le Gouvernement.

CHAPITRE 2. — Des enjeux et des instruments

Art. 3. La politique du stationnement contribue à la politique de mobilité en utilisant le stationnement comme un levier d'action sur les choix en matière de mobilité, un outil de requalification de l'espace public, un maillon des chaînes de déplacements intermodales et un service rendu aux usagers.

La politique du stationnement permet d'organiser de manière efficace, cohérente, équilibrée et concertée le stationnement sur les voiries régionales et communales.

La politique du stationnement comprend prioritairement :

1° la coordination du stationnement en voirie et hors voirie ;

2° la fixation de zones réglementées ou réservées sur la voirie publique et leur tarification pour tous les types de véhicules ;